

La « safe room » compte peu de partisans à Charleroi

On lui préfère des mesures de bon sens : surveillance accrue, accès sécurisés, etc.

● La « safe room » évoquée par la ministre de l'Enseignement Joëlle Milquet est loin de faire l'unanimité dans les écoles de la région de Charleroi. Ils sont nombreux à penser que cet endroit de confinement où se rassembleraient les élèves en cas de menace ne colle pas à la réalité du terrain.

Trois opérations de perquisition menées en territoire carolo, 28 militaires qui patrouillent dans les endroits névralgiques de la métropole sambrienne, un niveau d'alerte 3 sur une échelle qui en compte 4... Charleroi a eu le palpitant qui s'est emballé. En début de semaine, de nombreux parents ont d'ailleurs longuement hésité à envoyer leurs enfants sur le chemin de l'école. Une safe room serait-elle de nature à les rassurer ? « Je voudrais répondre par l'affirmative, mais je n'en suis pas certaine. Encore faudrait-il accéder à ce lieu sécurisé... En cas de menace, les enfants auront-ils la possibilité et/ou la présence d'esprit de s'y réfugier ? Cela risque d'être la panique... », nous confiait, hier, Christelle, maman de Chloé, 11 ans, qu'elle a pourtant longuement hésité à mettre à l'école lundi.

À Charleroi, on suit bien sûr à la lettre les circulaires émises par le cabinet de Joëlle Milquet, la ministre de l'Enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Mais sa « safe room » évoquée dans un courriel confidentiel ne convainc pas. « Il faut raison garder », déclare-t-on à

l'Athénée « Les Marlares » de Gosselies. « C'est un leurre... Vu la configuration des lieux et la dispersion de nos bâtiments, ce n'est tout simplement pas faisable. Un lieu de confinement sécurisé par étage serait nécessaire. Plus de 400 élèves, 700 si on y ajoute ceux qui fréquentent le fondamental, devraient pouvoir s'y abriter. Cette solution est inapplicable... », déclare le préfet Hommerin, qui préfère appliquer des précautions frappées au sceau du bon sens : « Les grilles d'entrée restent fermées. Et nous avons recommandé aux élèves de ne pas rester agglutinés sur le parvis de l'église où ils ont l'habitude d'attendre le bus ».

Christophe Ernotte, le directeur général de l'administration carolo fait montre de la même sérénité. « Nous ne jouons pas dans la même pièce que Bruxelles. Charleroi, comme Liège, Verviers ou Namur, reste au niveau d'alerte 3. Nous sommes bien sûr très attentifs à l'évolution de la situation et vigilants concernant ceux qui accèdent au sein des écoles. De la même manière, nous suivons toutes les recommandations de bon sens. Nous avons pris les mesures qui s'imposent, en veillant à ne pas trop perturber les élèves et les professeurs... ».

Pour l'heure donc, on demande aux directions d'écoles et au

corps professoral de se conformer aux mesures de précaution élémentaires. Comme la fermeture et la surveillance des accès aux établissements scolaires. Sans oublier une vigilance accrue de tous.

Quelques exemples de mesures préventives appliquées dans les établissements de Charleroi ? À l'école communale Alexandre Lepage à Roux, les parents ont été invités à « coller » aux horaires pour amener et venir rechercher leurs enfants. Après l'heure, ils se trouveront portes closes...

Aux GPH, à Gosselies, on joue aussi à « guichets » fermés. Et, la direction a également demandé aux étudiants de ne pas rester groupés, aux abords de l'établissement. « On leur a conseillé de se disperser le plus rapidement possible ».

À l'école Ste-Marie de Ransart, les enseignants veillent en nombre aux abords. Et des barrières Nadar ont été disposées, histoire de baliser le cheminement des parents et de pouvoir ainsi mieux repérer des comportements qui seraient suspects.

Partout, le message se veut rassurant : pas question de céder à la panique ! ce qui n'empêche ni la prudence, ni la vigilance... ■

Une solution incompatible avec la réalité de terrain